

POINT DE PASSAGE ET D'OUVERTURE : Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme



Présentation du PPO dans le programme de Terminale :

HISTOIRE TERMINALE : THÈME 3 : Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991.

CHAPITRE 1 : La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux.

➤ **Intégration du PPO pour illustrer la nouvelle donne économique internationale.**

<p>Objectifs</p>	<p>Ce chapitre vise à montrer les conséquences sociales, économiques et géopolitiques des chocs pétroliers (1973 et 1979), dans le cadre d'une crise économique occidentale qui caractérise la période, mais aussi ses profondes évolutions politiques : la démocratie trouve une nouvelle vigueur, de la chute des régimes autoritaires d'Europe méridionale (Grèce, Portugal et Espagne) à l'effondrement du bloc soviétique, tandis que la révolution iranienne marque l'émergence de l'islamisme sur la scène politique et internationale.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les chocs pétroliers : la crise économique occidentale et la nouvelle donne économique internationale ; - libéralisation et dérégulation ; - la révolution islamique d'Iran et le rejet du modèle occidental ; - la démocratisation de l'Europe méridionale et les élargissements de la CEE ; - l'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS.
<p>Point de passage et d'ouverture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme ; ▪ L'année 1989 dans le monde.

Source : Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse > www.education.gouv.fr

Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)

UNE CLASSE INVERSÉE POUR TRAITER LE SUJET : R. REAGAN ET D. XIAOPING, DEUX ACTEURS QUI INCARNENT LE RENOUVEAU

DES OBJECTIFS CIBLÉS

- Comprendre les choix économiques des acteurs individuels.
- Replacer les actions humaines dans leur contexte et dans leur époque.
- Analyser la **rupture économique** engagée aux États-Unis et en Chine.
- S'interroger sur le **rôle de l'État** dans le domaine économique.

DES CAPACITÉS VISÉES

- Connaître et se repérer : identifier et expliciter les dates et acteurs des grands événements.
- Contextualiser : mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations différentes.
- Construire une argumentation historique : utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation.

UNE MISE AU POINT SCIENTIFIQUE

LE CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL :

Les années 1970 sont marquées par une crise économique d'une grande envergure, qui est une résultante de la fin du système de Bretton Woods en 1971 et des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Elle entraîne un ralentissement général de la croissance économique mondiale et la prise de conscience de la dépendance énergétique. A partir de 1980, les réponses à la crise économique sont fortement influencées par le néolibéralisme, théorie économique qui remet en cause le rôle de l'État dans l'économie. Aux États-Unis, la dérégulation est un levier utilisé par le président Ronald Reagan pour favoriser les entreprises et la production, tout en maintenant les investissements dans les secteurs clé comme ceux de la défense et de l'enseignement. Quant à la Chine, elle adopte une politique d'ouverture et de modernisation dès 1978, menée par le dirigeant Deng Xiaoping, à la source d'une forte croissance économique grâce notamment aux ZES.

LA CHINE : NAISSANCE D'UN NOUVEAU CAPITALISME

- « *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera* » (Alain Peyrefitte)

À la mort de Mao Zedong en 1976, l'économie chinoise repose sur les principes d'un système communiste. Conscients de l'écart de richesses important avec les puissances occidentales, les dirigeants chinois décident, à partir de 1978, de mener une politique de modernisation, « *une économie socialiste de marché* », dont l'objectif est de permettre à la Chine d'être une puissance

Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)

économique mondiale. Ce choix de construire une économie libéralisée contraste avec la volonté de maintenir un système politique rigide. La citation du dirigeant chinois Deng Xiaoping « *peu importe qu'un chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape la souris* » en est la parfaite illustration.

La réforme des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense, sciences et techniques) est lancée, ce qui signifie la fin progressive de la planification de l'économie et l'introduction de la notion de profit. Dès 1978, s'organise la décollectivisation des terres et se constituent des entreprises privées pour l'industrie et les services. Deng Xiaoping ouvre la Chine aux investissements étrangers dès 1979, par la réforme de la « porte ouverte ». Elle consiste en la création de zones franches et de 5 zones économiques spéciales (ZES) destinées aux entreprises étrangères. A partir de 1984, la réforme est étendue à toute l'économie chinoise. Dès 1992, les réformes de modernisation et d'ouverture s'accroissent, donnant naissance à un nouveau concept, celui de **socialisme de marché**, à l'origine de la montée en puissance du secteur privé. L'un des tournants de la politique économique chinoise est son adhésion en 2001 à l'OMC, accentuant la libéralisation de son pays.

L'historienne **Marie-Claire Bergère**, dans son ouvrage, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, montre que l'objectif de ces réformes n'est pas de créer un système capitaliste mais d'utiliser les ressources du marché pour accroître la richesse de la Chine et préserver le monopole du Parti Communiste Chinois. Elle souligne que le PCC tire sa légitimité non plus de l'idéologie mais de la croissance économique. Aussi, elle insiste sur l'idée que les politiques chinoises sont « *empiriques, graduelles et pragmatiques* ». L'économie planifiée est abandonnée mais le libéralisme économique est borné par l'État qui domine l'économie en s'appuyant sur un secteur privé dynamique : c'est le **nouveau capitalisme d'État en Chine**. Par ailleurs, selon Mary-Françoise Renard, spécialiste de l'économie de la Chine, celle-ci a développé progressivement un capitalisme singulier dans lequel l'État reste omniprésent. Les réformes, d'abord basées sur l'expérimentation, s'étendent progressivement à l'ensemble du territoire chinois.

LES ETATS-UNIS : LES BASES D'UN NÉOLIBÉRALISME

« *Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème.* »
(Ronald Reagan)

Après le premier choc pétrolier en 1973, les économistes néolibéraux, notamment Friedman, considèrent que le marché permet de réguler l'économie et incitent à un désengagement de l'État. Le discours prononcé par Ronald Reagan, lors de sa prise de fonction le 20 janvier 1981, met en valeur sa conception conservatrice de l'État. Il dresse un bilan de la crise économique que connaît son pays : inflation, taux de chômage élevé, fiscalité lourde. Depuis le New Deal, les libéraux avaient confié à l'État fédéral d'importantes responsabilités dans les domaines économique et social. Selon Reagan, l'interventionnisme de l'État doit cesser.

Ronald Reagan entreprend donc une politique de relance économique par la mise en place des « **Reaganomics** ». Il s'agit d'un terme qui fait référence à la politique économique adoptée par Ronald Reagan. Celle-ci se fonde sur une réduction des impôts et des dépenses sociales, sur une augmentation du budget de la défense et sur une déréglementation des marchés intérieurs. Le Welfare State et le rôle de l'État sont progressivement remis en cause.

Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)

Cette réforme économique a permis aux États-Unis de connaître une croissance vigoureuse. En effet, entre 1983 et 1997, celle-ci connaît un taux de 3% par an. Selon l'historienne **Françoise Coste**, spécialiste des États-Unis, Ronald Reagan avait pour objectif « *une restructuration et une réorientation des politiques publiques* » des États-Unis, et donc de mettre fin au New Deal. Mais les conséquences sociales sont désastreuses puisque cette période est marquée par une forte croissance de la pauvreté. Par ailleurs, le déficit budgétaire triple entre 1980 et 1986, et le déficit commercial augmente fortement (150 milliards de dollars en 1987).

UNE PROPOSITION PEDAGOGIQUE AXÉE SUR UNE CLASSE INVERSÉE

Cette proposition s'insère dans le **chapitre 1 du thème 3** du programme d'enseignement d'histoire en Terminale, qui aborde la modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux. L'enjeu principal est de comprendre les choix économiques conduits par les États-Unis et la Chine pour répondre à la crise qui touche sévèrement l'économie mondiale depuis les années 1970. Aussi, il est nécessaire de s'interroger sur le rôle de l'État dans le domaine économique et d'analyser les répercussions des réformes engagées à l'échelle nationale mais également mondiale.

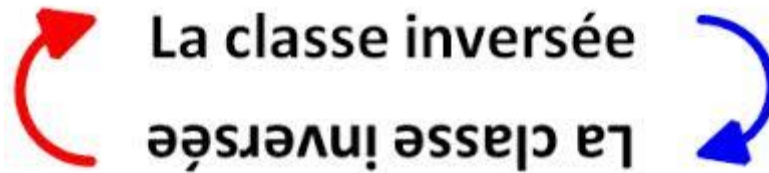
Le fil conducteur de cette proposition est le suivant : **Comment les choix engagés par les États-Unis et la Chine se répercutent-ils sur le fonctionnement de l'économie mondiale ?**

Deng Xiaoping impulse des réformes économiques, à travers son programme « *les quatre modernisations* », qui visent à améliorer la production agricole et industrielle. Il réintroduit la propriété privée et libéralise le commerce en 1984. Son objectif est d'introduire des formes de libéralisme dans le socialisme en autorisant les entreprises privées de petite taille. Ces réformes ont permis à la Chine de devenir dès les années 2000 la seconde puissance économique mondiale.

Reagan est à l'origine d'une profonde mutation du capitalisme américain. Sa politique économique, nommée « *Reaganomics* », est fondée sur l'économie de l'offre. En effet, celle-ci vise à réduire les dépenses publiques, les impôts et l'inflation afin de relancer la croissance économique. Ainsi, les économies d'impôt réalisées par les entreprises sont injectées dans l'économie par une croissance des investissements. Mais cette politique fragilise certains secteurs industriels comme ceux de l'automobile et de la sidérurgie. Par ailleurs, la baisse des dépenses publiques ne concerne pas les dépenses militaires qui s'envolent, entraînant une explosion de la dette fédérale.

La finalité de ce point de passage et d'ouverture est de montrer l'impact de ces politiques économiques sur l'économie mondiale. Le commerce international connaît une forte croissance, grâce entre autres, à la dérégulation financière qui a encouragé les investissements des entreprises multinationales, notamment dans les ZES chinoises.

Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)



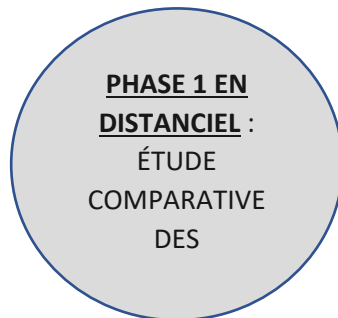
La classe inversée

La classe inversée

La démarche privilégiée pour l'étude de ce point de passage et d'ouverture est celle **d'une classe inversée**. C'est une stratégie pédagogique qui convient parfaitement à un niveau de Terminale, face à un public autonome et ayant acquis de nombreuses capacités relatives à la construction et à la vérification d'hypothèses sur une situation historique, et à l'analyse critique d'un document selon une approche historique. Ainsi, la partie transmissive de l'enseignement est dispensée « hors la classe », ce qui permet de s'attacher davantage aux tâches cognitives complexes en classe. La classe inversée permet d'apprendre à distance puisque cet apprentissage est réalisé à partir de ressources externes. Celles-ci permettent à l'enseignant de construire un scénario pédagogique en incluant la dimension distancielle.

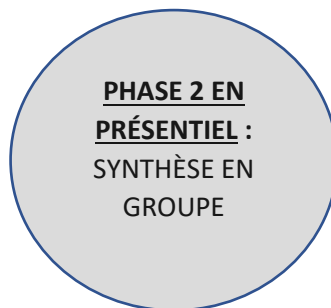
En effet, une **première phase à distance** est prévue durant laquelle un corpus documentaire (textes, images, vidéo) et un questionnaire en ligne, via l'ENT, sont proposés pour évaluer le niveau de compréhension des élèves (**évaluation formative**).

Une seconde phase en présentiel (1H) permet la confrontation des réponses entre les élèves, en groupe, à la source d'un conflit socio-cognitif. Ceux-ci construisent une synthèse qui peut prendre plusieurs formes (paragraphe argumenté, schéma, diaporama, mur collaboratif) qu'ils présentent à l'oral, en mettant l'accent sur les principaux points à retenir.



Questionnaire en ligne proposé aux élèves (ENT) :

1. Identifiez les objectifs des politiques économiques impulsées par Ronald Reagan et Deng Xiaoping.
2. Comment Deng Xiaoping développe-t-il l'économie chinoise ?
3. Relevez les piliers de la réforme économique menée par Ronald Reagan. Montrez les limites de ce choix.
4. Pourquoi les choix de ces deux acteurs représentent-ils une rupture économique importante ?



Les élèves, répartis en îlots, s'appuient sur le travail réalisé en amont, pour répondre à une nouvelle consigne :

« À partir des réponses dégagées, présentez les politiques économiques menées par Ronald Reagan et Deng Xiaoping. Vous montrerez leurs effets sur le fonctionnement de l'économie mondiale. »

→ L'enseignant, à partir des réponses recueillies via l'ENT, a la possibilité de constituer des **groupes hétérogènes** pour favoriser la coopération entre les élèves, ou **homogènes** afin de différencier les parcours (un groupe de très bons élèves ; un groupe intermédiaire ; un groupe d'élèves en difficulté). Ainsi, il peut davantage accompagner les élèves qui n'auraient pas compris l'intérêt de cette analyse croisée, ni sa portée historique.

LES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE ATTENDUS

LES OBJECTIFS

- REAGAN : néolibéralisme pour relancer l'économie américaine.
- DENG XIAOPING : contribuer à l'essor économique de la Chine, et consolider la position du PCC.

LES LEVIERS

- REAGAN : les "Reaganomics".
- DENG XIAOPING : les "quatre modernisations" et socialisme de marché.

LE RÔLE DE L'ETAT ET LES EFFETS SUR L'ECONOMIE MONDIALE

- REAGAN : désengagement de l'Etat sur le plan économique.
- DENG XIAOPING : un libéralisme économique borné par l'Etat.
- Nouvelle donne économique mondiale : croissance des investissements des multinationales

LE CORPUS DOCUMENTAIRE PROPOSÉ

→ L'intérêt de cette activité en classe inversée est de permettre une analyse croisée des documents et de les mettre en perspective par rapport au contexte économique mondial. Aussi, les élèves dégagent l'intérêt et les limites de chaque document, et leur portée historique. Au final, l'enjeu est la compréhension d'une situation historique.

☼ Il ne convient pas de faire une analyse séparée des deux acteurs et de leurs choix économiques, mais d'étudier les caractéristiques communes et les points de divergence.

Document 1 : Article de presse de Nicolas Barré, 1981, la « Reaganomics », Les échos, 14 Novembre 2008.

Cinquante ans après le New Deal, l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche marque le début d'une profonde mutation du capitalisme américain. Le « Gipper » incarne mieux qu'aucun autre président la liberté économique, la lutte contre le « big government » et la politique de l'offre à une époque, le tournant de la fin des années 1970, encore baignée d'un keynésianisme dont on perçoit les signes d'épuisement.

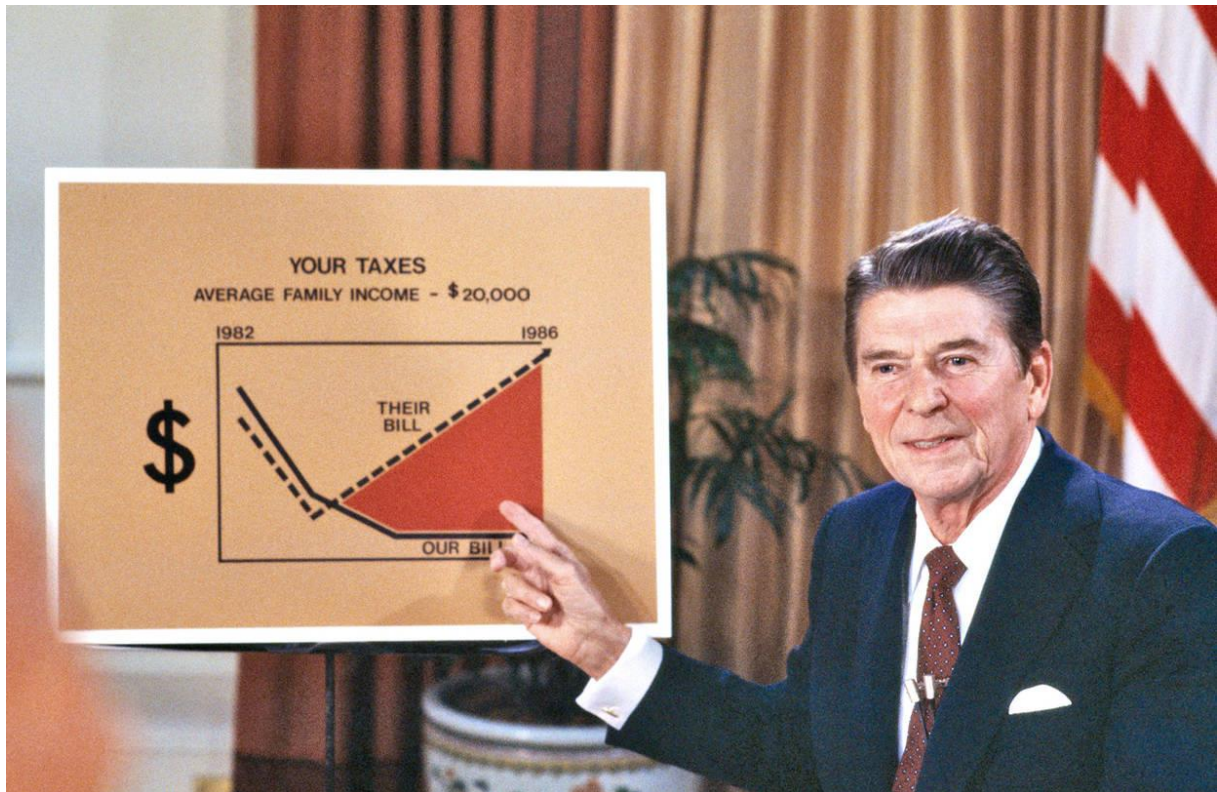
La première puissance économique de la planète est un géant fragilisé. La croissance est négative, l'inflation à deux chiffres. Après le Vietnam, le Watergate et la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, l'Amérique doute. Sur le plan économique, elle s'interroge sur ses capacités de rebond alors qu'une autre puissance, le Japon, paraît en mesure de lui disputer son leadership. Miracle de la démocratie américaine, c'est à cet ancien second rôle dans « Bedtime for Bonzo » qu'il reviendra de redonner aux Etats-Unis ce qui leur manque le plus à la fin de la présidence de Jimmy Carter : la confiance. Fondement de tout en économie. Reagan incarne la rupture. Il va être à l'origine d'une « révolution conservatrice » qui influencera une génération entière de leaders politiques. Après lui, plusieurs pays s'inspireront de sa « thérapie de choc » pour réveiller leur économie.

Quatre objectifs

Avec un solide bon sens, le « Great Communicator » popularise la théorie de l'économie de l'offre (« supply-side economics »). « *Il n'y a qu'en réduisant la croissance du secteur public que l'on peut augmenter la croissance de l'économie* », dit-il. Même dans son camp, on se méfie de ses idées jugées simplistes. Lors de la campagne des primaires républicaines en 1980, son adversaire, George H. Bush, dénonce des recettes qu'il qualifie « d'économie vaudou » ... ce qui ne l'empêchera pas de devenir vice-président un peu plus tard. Reagan martèle quatre objectifs : réduire les dépenses publiques, les impôts, la régulation et l'inflation. Les libéraux sont aux anges. « *Avant Ronald Reagan, la tendance était à un socialisme galopant* », écrit Milton Friedman dans le « Wall Street Journal ». Dès son entrée en fonctions en janvier 1981, Reagan tient sa promesse de baisse massive des taxes. Le taux marginal de l'impôt sur le revenu est ramené de 70 % à 28 %. L'impôt sur le revenu est lui-même réduit d'un quart pour tout le monde et surtout considérablement simplifié. L'autre combat a pour cible l'inflation. Aux commandes de la Réserve fédérale, le démocrate Paul Volcker applique lui aussi une thérapie de choc monétariste. Les taux d'intérêt sont relevés impitoyablement pour casser la dérive des prix. Cela marche. L'inflation est ramenée de plus de 12 % à 2 %. L'économie qui était en récession (- 1,5 %) lorsque Reagan a été élu retrouve un taux de croissance de plus de 3 %.

Mais ces succès ont un prix et passent par des renoncements. La hausse des taux d'intérêt fait grimper le dollar et met à mal la compétitivité de l'industrie américaine. L'automobile, la sidérurgie sont dévastés. Ronald Reagan, pourtant partisan du libre-échange, cède alors aux appels en faveur de la protection de l'industrie nationale contre l'invasion des produits japonais. C'est sous sa présidence que le Congrès vote les lois les plus protectionnistes que les Etats-Unis ont connues à l'époque moderne. La fameuse Section 301 du Code de commerce date de là : elle permet au président de prendre des sanctions commerciales contre des pays nommément désignés. Reagan oublie aussi en cours de route une autre promesse de campagne : la réduction des dépenses de l'Etat fédéral. Si celles-ci croissent moins vite que sous l'administration précédente, c'est sans compter la charge de la dette qui explose et les dépenses militaires qui s'envolent, lutte contre l'Union soviétique oblige.

Document 2 : Ronald Reagan explique son projet de réduction des impôts, le 27 juillet 1981.



Source : wsj.com

Document 3 : Portrait de Deng Xiaoping (parcours et contextualisation)

Vidéo « Histoire de comprendre - 57 de 80 - Deng Xiaoping, la véritable révolution chinoise », Alexandre Adler.

→ <https://www.dailymotion.com/video/x16ir7s>



Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)

Document 4 : L'ouverture économique engagée par Deng Xiaoping

[...] Deng a d'abord enrayé un nouveau mouvement de mobilisation de masse dans l'agriculture. Il lance à cette occasion la critique des impostures de la politique économique et sociale de l'ère maoïste. Puis il ouvre les vannes de la réhabilitation des victimes de la Révolution culturelle, lance une politique de hausse des prix d'achat des récoltes aux paysans. Il restaure aussi la légalité, le droit même avait été suspendu pendant la dernière phase de la Révolution culturelle. [...] Dès janvier 1979, dans la province du Sichuan, gouvernée par Zhao Ziyang, une réforme de l'entreprise est lancée : elle réhabilite les profits et rend aux entreprises d'État une autonomie de gestion. En juin 1979, des zones économiques spéciales, ZES sont ouvertes aux étrangers, qui y implantent très vite des usines. Au début 1981, l'ensemble des terres cultivées est rendu aux familles paysannes, même si l'État en conserve la propriété théorique. [...] En 1984, on libéralise une partie des prix industriels. On autorise la création d'entreprises privées en principe à échelle réduite. [...] La généralisation des marchés libres réduit la portée des restrictions officielles à la mobilité de la population - on pourra désormais se déplacer plus facilement. Commence un afflux migratoire vers les villes chinoises, qui va bouleverser la répartition de la population. Toujours cette même année 1984, la libéralisation du commerce extérieur conduit à un gonflement des importations de biens de consommation et à un dérapage économique en 1985 : déficit commercial, effondrement des réserves de change, inflation des prix et du crédit. Ainsi s'achève le premier cycle économique de l'ère des réformes et de l'ouverture. Il sera suivi d'une deuxième vague de réformes au début des années 1990.

Source : François Godement, La première puissance mondiale ? *L'Histoire* n°300, p. 103

Document 5 : Panneau représentant Deng Xiaoping et la ZES de Shenzhen, début des années 1990.

Traduction du message : « Ne pas adhérer au socialisme, ne pas réformer et s'ouvrir, ne pas développer l'économie et ne pas améliorer la vie du peuple ne peut que nous condamner ».



Source : jonintaiwan.blogspot.com

Dalila CHALABI (Régionale de Montpellier) et François DA ROCHA CARNEIRO (Régionale de Lille)

Document 6 : Le « socialisme de marché » proposé par Deng Xiaoping

Si l'on adopte le mode de répartition capitaliste, l'immense majorité des Chinois restera pauvre, mais si l'on applique le principe de répartition socialiste, toute la population mènera une vie relativement aisée. Voilà pourquoi nous voulons maintenir le socialisme. [...] Nous avons ouvert 14 villes côtières, grandes et moyennes. Nous accueillons à bras ouverts les capitaux étrangers et sommes prêts à nous initier aux techniques de pointe, y compris les méthodes de gestion avancées. Cette politique va-t-elle saper les fondements de notre économie socialiste ? [...] L'introduction des capitaux étrangers, même s'ils s'élèvent à des dizaines de milliards de dollars américains, ne saurait mettre en cause le caractère intrinsèque de notre économie socialiste. Par contre, ces capitaux étrangers pourront donner un coup de pouce non négligeable à l'édification socialiste [...]. En fin de compte, notre politique doit aboutir à l'instauration d'un socialisme à la chinoise [...]. Depuis que nous nous y sommes engagés il y a de cela, cinq ans et demi, l'économie chinoise se porte bien et la croissance dépasse tous nos espoirs.

Source : Entretien de Deng Xiaoping avec une délégation japonaise (non gouvernementale), le 30 juin 1984.

LEXIQUE :

- **Dérégulation** : diminution de l'intervention de l'État dans l'économie pour permettre un développement des logiques de marché.
- **Néolibéralisme** : se caractérise par un désengagement de l'État sur le plan économique et social, la baisse des dépenses publiques et des aides sociales, et la privatisation des entreprises.
- **Socialisme de marché** : système économique dans lequel l'économie s'ouvre au commerce international, mais qui reste étroitement contrôlé par l'État.
- **Zones économiques spéciales** (Chine) : espaces bénéficiant d'un régime juridique spécifique, les rendant attractifs pour les entreprises et les investissements étrangers.

BIBLIOGRAPHIE

- Françoise Coste, *Reagan*, Paris, Perrin, 2015.
- Ronald Reagan, *Une vie américaine. Mémoires*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1990.
- Gilles Guilheux, *La République Populaire de Chine*, Paris, Les Belles lettres, 2018.
- Alain Peyrefitte, *La Chine s'est éveillée, carnets de route de l'ère Deng Xiaoping*, Paris, Fayard, 1996.